

BIM : Vulnérabilité des ménages ruraux de la région de Mopti, Mali

Mardi 24 février et 2 mars 2004 Betty Wampfler

Nous vous proposons dans le BIM d'aujourd'hui et le suivant une étude de cas s'inscrivant dans les deux séries de réflexion développées dans nos BIM de ce début d'année, les services financiers adaptés pour les femmes et les assurances comme moyen de réduire la vulnérabilité des ménages. Cette étude porte sur la vulnérabilité des ménages ruraux de la région de Mopti au Mali. Elle a été réalisée par Léocadie Yverneau dans le cadre de son stage de fin d'étude d'ingénieur du CNEARC et de master Acteur du développement rural, à la demande d'une ONG de microfinance, FIDES- MALI.

Cette étude nous a paru intéressante à plusieurs titres:

elle présente une application concrète des interrogations qui se développent autour de l'assurance comme moyen de réduire la vulnérabilité des ménages, et ce dans un contexte sahélien où les risques et l'incertitude sont particulièrement élevés pour répondre à cette question, l'étude engage une analyse des facteurs de vulnérabilité des ménages et des modes de régulations traditionnels de cette vulnérabilité; sur la base de cette analyse, l'étude s'interroge le mode d'insertion des produits proposés par la microfinance locale dans les stratégies anti risque des ménages et examine des alternatives d'assurance et d'épargne au delà des résultats qui reflètent un travail et une réflexion en cours, c'est aussi la méthode d'analyse qu'il nous a semblé intéressant de partager avec les participants d'Espacefinance.

L'étude vous est présentée par Léocadie Yverneau en deux BIM; le premier présente le contexte, la problématique et la méthode d'étude (ainsi que la bibliographie); le second, la semaine prochaine, reviendra sur les résultats de l'étude et les questions en suspens. Merci à Léocadie Yverneau pour la rédaction de ces deux BIM.

Pour Pole Microfinancement,

Betty Wampfler

Contexte

Installée depuis 1999 dans la région de Mopti au Mali, FIDES-Mali, ONG malienne, offre des services d'épargne et de crédit à plus de 4000 femmes réparties dans 70 villages. Le système

financier s'appuie sur des associations villageoises d'épargne et de crédit (AEC), organisations autonomes, propriétaires et responsables de la gestion du système au niveau du village. L'AEC sélectionne sa clientèle, prend en charge l'analyse des demandes de financement, en supervise l'utilisation, assure la collecte des remboursements et le suivi comptable. A l'intérieur de l'AEC, le système repose sur des groupes d'emprunteurs de 5 femmes qui représentent le premier niveau de pression sociale et de garantie mutuelle. Le groupe est tenu de couvrir l'intégralité de la dette contractée par l'un de ses membres.

Dans le cas où le groupe se trouverait dans l'incapacité de remplir ses obligations, c'est alors l'AEC qui joue le rôle de garant du groupe d'emprunteurs. Le produit financier proposé est un crédit de 20 à 30 semaines à remboursement hebdomadaire et épargne obligatoire à terme couplée au crédit.

Dans cette zone, les populations sont soumises à des risques variés comme les variations climatiques ou encore les maladies, risques qui affectent le fonctionnement économique et social des ménages et par conséquent le remboursement des crédits. Afin de mieux comprendre les conséquences de ces événements sur les ménages ruraux et la réaction de ces derniers, FIDES-Mali a souhaité réaliser une étude sur ce thème.

Cette étude est devenue une véritable nécessité lors de la sécheresse 2002 qui a affecté la région de Mopti. En effet, le déficit pluviométrique a compromis les récoltes, diminué considérablement le stock de poissons dans les fleuves Niger et Bani, et nuit aux pâturages, engendrant une situation de crise majeure à laquelle ont dû faire face les ménages ruraux.

Au niveau de FIDES-Mali, d'importants retards de remboursement ont été enregistrés et l'attribution de nouveaux crédits a été fortement ralentie. Or, les sécheresses sont un risque chronique que FIDES-Mali et ses clientes devront affronter de nouveau. Dans ce contexte, il était essentiel de tirer les leçons de cette première crise pour assurer à la fois la pérennité de FIDES-Mali et l'avenir de ses clientes.

C'est pourquoi, l'étude devait permettre de comprendre les impacts de cette sécheresse sur les ménages mais également les mécanismes que ces derniers ont mis en jeu pour y faire face. Parmi ces mécanismes, nous verrons comment les services d'épargne et de crédit proposés par FIDES-Mali ont été utilisés par les ménages.

De plus, FIDES-Mali a dû adapter son fonctionnement et mettre en place un nouveau dispositif, un « fonds de sécurisation », pour soutenir ses clientes dans le passage de cette crise et de celles à venir. Ainsi, pour faire face à l'absence de céréales dans les greniers et au prix élevé des sacs sur les marchés, FIDES-Mali a reçu de la coopération allemande 4000 sacs de 100Kg de mil à destination des 4000 femmes qui bénéficiaient de crédit. Plutôt que de donner ces sacs gratuitement aux familles, FIDES-Mali a décidé de les vendre à un prix inférieur au marché, la moitié pouvant être payée au départ et l'autre au moment de la récolte. A travers cette étude, l'institution souhaitait savoir comment les ménages avaient utilisé ce nouveau produit et l'impact qu'il avait eu.

Problématique

L'objectif général de notre étude est donc d'analyser la vulnérabilité des ménages ruraux, c'est-à-dire d'identifier les risques auxquels sont soumis les ménages ruraux de la zone d'intervention de FIDES-Mali, de comprendre et analyser les conséquences qu'ils engendrent et les mécanismes que les populations mettent en place pour y faire face.

Cet objectif peut se décliner en plusieurs questions auxquelles l'étude devra répondre :

- A quels types de risques sont soumis ces ménages ruraux ? Sont-ils tous soumis aux mêmes risques ? Quelle est l'importance relative de chaque risque pour les ménages ?
- Quelles sont les conséquences de ces risques sur le fonctionnement des ménages et leurs revenus par rapport à une situation normale ?
- Comment réagissent ces ménages pour diminuer les risques et pour les gérer ? A quels instruments formels ou informels font-ils appel ? Comment au sein du ménage les mécanismes sont-ils gérés ?

Pour aider les populations à mieux gérer les risques, l'assurance est un outil financier envisagé car il permet de répartir le coût du risque sur l'ensemble d'un groupe en échange d'un paiement régulier de cotisation. Si ce produit est très répandu dans les pays du Nord, il reste encore peu utilisé dans les pays en développement même si de plus en plus de projets s'y intéressent. Cette étude portant sur la vulnérabilité des ménages ruraux constitue la première étape d'une réflexion sur la mise en place d'un système d'assurance dans la région de Mopti.

Méthodologie suivie

Démarche

Partant de l'hypothèse que l'on peut identifier des types de ménages ayant la même vulnérabilité, c'est-à-dire une exposition aux risques et une capacité d'y faire face comparables, nous avons mené notre analyse au niveau du ménage en suivant une approche systémique. Celle-ci présente l'avantage de relier les éléments descriptifs entre eux pour en saisir le fonctionnement, la logique et la complexité. Jouve (1992) définit le système comme un « ensemble d'éléments liés entre eux par des relations lui conférant une certaine organisation pour remplir certaines fonctions. » L'objectif est d'aboutir à une représentation simplifiée mais raisonnée de la réalité. Une typologie a ainsi été réalisée pour mettre en évidence la diversité des modes de gestion des risques menés par les ménages.

La démarche systémique nous a amenés à avoir une compréhension tout d'abord qualitative des risques, des conséquences et des mécanismes en jeu avant de les quantifier (exemple : données économiques relatives aux revenus et dépenses des ménages) pour affiner et argumenter l'analyse. Notre étude s'est basée sur des entretiens avec des hommes et des femmes du milieu rural, et des personnes ressources, complétés par des données bibliographiques. Nous avons croisé les informations obtenues de sources différentes pour attester de leur véracité grâce à la technique de la triangulation. Au cours de notre stage, nous avons enquêté 30 ménages ruraux et 27 personnes ressources.

Les étapes méthodologiques présentées ne sont pas chronologiques mais elles indiquent les outils de collecte, de traitements et d'analyse de données utilisés au cours de l'étude pour répondre aux objectifs. Ces outils ont souvent été mis en œuvre à des moments différents du stage, de façon parfois simultanée.

Le choix du village

Il avait été convenu avec la structure d'accueil que l'étude se concentrerait sur un seul village afin qu'elle apporte une compréhension fine de la réalité. Ainsi, nous avons étudié le village de Womina, choisi par l'équipe de FIDES-Mali pour les caractéristiques suivantes :

- village de pêcheurs bozos : ethnie dont Fides Mali souhaitait approfondir sa connaissance sur le fonctionnement et les mécanismes de réaction face à la crise ;
- et ethnie majoritaire dans la clientèle de FIDES Mali (36% de la clientèle en 2003), un des premiers villages avec lesquels FIDES-Mali a travaillé, village où l'AEC fonctionnait bien jusque la sécheresse de 2002, village accessible même en saison des pluies en moto, village où les femmes sont disponibles pour répondre aux questions de juillet à septembre (premiers mois de stage), les femmes bozos se déplacent beaucoup moins car le poisson est peu abondant, elles sont donc au village. A partir d'octobre, les femmes s'affairent davantage car la saison de pêche commence, elles sont donc plus mobiles et il a parfois été difficile de les rencontrer.

Le choix de l'unité d'enquête et des personnes enquêtées: la marmite et ses membres

Lors de la préparation du stage, nous avons retenu le ménage comme unité d'étude, émettant l'hypothèse que le ménage était l'unité pertinente pour étudier la gestion des risques. La question de la définition du ménage s'est donc rapidement posée. Deux hypothèses ont guidé notre choix: la sécheresse affectant directement l'alimentation, l'unité de consommation alimentaire, appelée marmite, nous a semblé pertinente à étudier, d'autant qu'à cette unité correspond très fréquemment une unité de production et d'accumulation. La deuxième hypothèse consistait à penser que le niveau de capital détermine la capacité de réactions des populations.

Nous avons donc retenu l'unité d'accumulation regroupant des biens que l'on ne peut pas attribuer à une unité inférieure, il s'agit de biens appartenant à un groupe. Or ce groupe s'est avéré être le même que la marmite. Toutefois, le choix de la marmite comme unité d'enquête ne signifie pas que c'est la seule unité de gestion des risques. Au sein de ces marmites, nous avons enquêté aussi bien les femmes que le chef de marmite afin d'obtenir des informations plus fines, de les croiser et de mieux comprendre le fonctionnement des ménages et les rôles souvent complémentaires des hommes et des femmes dans la gestion des risques.

L'identification des risques: deux risques principaux, la sécheresse et la santé

Le risque assurable est un événement futur, incertain et ne dépendant pas exclusivement de la volonté de l'assuré ou un événement certain mais dont la date de survenance est inconnue. De plus, 5 types de risques relevant de l'assurance sont classiquement identifiés (Brown et Churchill, 1999) : le risque de santé, le risque de décès, le risque de propriété, le risque de handicap et les risques covariants (ex : risques climatiques).

Pour identifier les risques auxquels étaient soumis les ménages et surtout l'importance qu'ils représentaient pour eux, nous avons réalisé des entretiens ouverts afin de ne pas influencer les réponses, portant sur les difficultés qu'elles avaient eu à surmonter au cours de leur vie. Les sécheresses sont apparus comme les faits les plus marquants. Notons que cette réponse a été conditionnée par la période particulière à laquelle ont été menés les entretiens. En effet, ces derniers ont commencé en juillet 2003, en pleine période de soudure, soudure qui avait commencé depuis plusieurs mois à cause du déficit pluviométrique enregistré lors de l'hivernage 2002. Cet aspect a constitué un biais à notre analyse dans la mesure où l'attention des ména-

ges était portée sur la soudure dont ils souffraient et de laquelle ils essayaient de sortir. Mais la réalisation d'enquêtes en plein cœur du problème a été aussi un avantage considérable pour comprendre les conséquences de la sécheresse et les mécanismes mis en place par les ménages. Toutefois, pour ne pas se limiter au risque climatique, nous avons introduit dans notre guide d'entretien des questions plus précises relatives aux différentes catégories identifiées par Brown et Churchill (1999). Un accent particulier a été mis sur le risque de santé puisque les agents de FIDES-Mali avaient pré-identifié ce risque qui a des conséquences sur le remboursement des crédits. De plus, la lecture de références bibliographiques sur les risques subis par les ménages pauvres des pays en développement a mis en évidence la santé comme un problème majeur de ces populations. Des entretiens avec des personnes du corps médical ont complété les informations. Une fois les risques identifiés, nous avons choisi de nous concentrer sur les deux risques majeurs, émis en hypothèse et confirmés lors des entretiens, à savoir le risque de sécheresse et le risque de maladie.

L'analyse de la vulnérabilité des ménages à travers le système d'activités et le cycle de vie

Nous avons défini la vulnérabilité comme étant l'exposition des ménages aux risques (conséquences de la réalisation des événements risqués) et leur capacité d'absorption des chocs. Partant de l'hypothèse que les ménages ne sont pas tous aussi vulnérables les uns que les autres face aux risques, nous avons cherché à distinguer ces différents ménages. Pour cela, nous avons formulé de nouvelles hypothèses:

La vulnérabilité des ménages dépend des activités menées, certaines devant être davantage soumises à certains risques que d'autres. Nous pensons notamment au risque de sécheresse qui affecte certainement plus les activités liées à la pluviométrie que les autres.

La vulnérabilité des ménages dépend de l'étape du cycle familial à laquelle il se trouve.

Cette hypothèse repose sur le concept de cycle familial développé par Tchayanov. L'âge de la femme nous a semblé un bon proxy pour approcher l'étape du cycle du ménage.

La vulnérabilité dépend du niveau de capital dont dispose le ménage et le niveau de capital est très souvent lié aux activités menées. Cette hypothèse a été formulée suite à des lectures bibliographiques et à des échanges avec les agents de FIDES-Mali.

A partir de ces hypothèses, nous avons réalisé une pré-typologie des ménages des clientes sur les critères suivants: activités menées par les membres du ménage et âge de la cliente.

Trois étapes méthodologiques ont été nécessaires pour étudier la vulnérabilité des ménages:

la compréhension qualitative puis quantitative du fonctionnement des ménages en situation normale, sans réalisation de risque. Nous nous sommes ainsi intéressés à la façon dont le ménage répondait aux fonctions de consommation, de production et d'accumulation en fonction de ses caractéristiques structurelles. Nous avons pour cela étudié les systèmes d'activités mis en place, les revenus dégagés et l'affectation des revenus.

Bellande, Bory et al (1995, in Esculier, 2000) définissent le système d'activités comme «un ensemble d'activités mises en œuvre par les membres de la famille, activités en interaction quant à la gestion de la force de travail familial et les transferts financiers entre activités.» - la

compréhension qualitative puis quantitative des conséquences provoquées par l'événement risqué sur les ménages, et plus particulièrement sur les trois fonctions définies ci-dessus.

L'identification et la compréhension des mécanismes, formels ou informels, utilisés par les ménages pour faire face aux risques.

La compréhension qualitative a été acquise à travers des entretiens semi-directifs, alors que la compréhension quantitative a nécessité des entretiens plus directifs. Pour l'année normale, nous avons pris en compte les données économiques de l'année 2001-2002 jugée «normale» par les ménages et encore présente dans les souvenirs.

Résultats synthétiques de l'étude

Dans le Delta intérieur du Niger, les activités des ménages ruraux reposent, selon leur appartenance ethnique, sur l'agriculture (riz et mil), l'élevage et la pêche, trois activités fortement inféodées à la pluviométrie. Or depuis une trentaine d'années, l'environnement de ces ménages est devenu de plus en plus incertain sous l'effet combiné de l'assèchement du climat et de la pression démographique qui contribuent à diminuer le pouvoir d'achat des ménages et à augmenter leur vulnérabilité. Plus ponctuellement, les fortes variations climatiques provoquant des sécheresses comme celle de 2002 affectent l'ensemble des ménages: elles diminuent les productions céréalières provoquant une situation de crise alimentaire, elles diminuent les revenus et augmentent les dépenses engendrant une perte de pouvoir d'achat.

Face à cette vulnérabilité croissante, les ménages ont dû s'adapter sur le long terme mais aussi ponctuellement et mettre en place des mécanismes variés pour y faire face. Nous avons identifié les principaux mécanismes suivants:

La réaffectation des revenus et la diminution des autres dépenses

La décapitalisation

L'adaptation des systèmes d'activité (amélioration du matériel et diversification)

Le rôle croissant de la femme dans l'économie du ménage

La fusion des revenus

L'exode

L'entraide

Le recours au réseau commercial

L'utilisation des produits de FIDES-Mali.

Si tous ces mécanismes existent, ils ne sont pas tous accessibles à l'ensemble des ménages bozos enquêtés et c'est cette accessibilité qui détermine le degré de vulnérabilité des ménages. Nous avons ainsi distingué quatre types de ménages en fonction du système d'activités qu'ils mettent en place, celui-ci reflétant la vulnérabilité des ménages.

Avant de rentrer dans l'analyse de chacun de ces types, précisons que les ménages bozos sont composés de plusieurs familles nucléaires. Au sein du ménage, des activités dites familiales sont menées par l'ensemble des membres pour répondre aux besoins primaires du ménage (prioritairement l'alimentation) et pour accumuler. Au niveau des familles nucléaires, les

membres peuvent également mener des activités individuelles destinées à satisfaire les besoins de la famille nucléaire et à accumuler.

Les ménages de type 1: des activités non inféodées à la pluviométrie qui sécurisent le ménage

Dans ce type, les ménages n'ont pas exactement les mêmes activités mais elles ont une caractéristique commune: ils mènent des activités qui garantissent un revenu minimum élevé quelque soit le climat, à savoir:

Un commerce très développé de poissons ou la pêche en transhumance grâce à la possession d'une pirogue à moteur; ou

Un commerce très développé de poissons ou de produits manufacturés grâce à l'existence d'un vaste réseau commercial; ou

Un emploi occasionnel auprès des ONG en tant qu'interlocuteur privilégié (lorsqu'un villageois sait parler le français, il est immédiatement contacté par les ONG qui interviennent au village pour assurer certaines prestations rémunérées).

Ces activités particulières peuvent être mises en œuvre par le ménage ou par une des familles nucléaires. Si elles sont menées par une famille nucléaire, le ménage pratiquera l'un ou l'autre des systèmes de pêche et de culture en fonction de son équipement. De plus, selon l'importance de la valeur ajoutée qu'elles dégagent, le ménage pratiquera ou non la culture de riz. L'exode est quasiment absent sauf si c'est une composante indissociable de l'activité non inféodée à la pluviométrie (pêche transhumante en pinasse, commerce de pagnes dans les pays frontaliers). Les revenus familiaux permettent de subvenir aux besoins de la famille et de couvrir les dépenses sociales nécessaires telles que le mariage des enfants. L'épargne est également présente chez ces ménages aussi bien au niveau du ménage qu'au niveau des familles nucléaires assurant une grande sécurité à l'ensemble du ménage, sous forme monétaire ou non: l'épargne est souvent diversifiée pour mieux faire face aux dépenses.

Ces ménages n'ont pas de grosses difficultés à gérer les risques car ils sont fortement capitalisés et leur capital est souvent sous plusieurs formes ce qui favorise la transformation de l'une d'entre elles en liquidité. D'autre part, le développement de leurs activités extra agricoles permet un recours facilité à des crédits très court terme pour soulager la trésorerie. Ces ménages sont souvent sollicités par les autres ménages pour de l'entraide ou de la solidarité.

Les ménages de type 2: riz, pêche et activités extra agricoles développés, trois piliers assez solides pour affronter les difficultés

Ces ménages peuvent cultiver le riz en casiers et hors casiers au bon moment grâce à leurs deux bœufs de trait. Ils répartissent les risques en cultivant à la fois en casiers et hors casiers. Ainsi, le ménage parvient à subvenir aux besoins en riz de la famille en année normale. Grâce à des pirogues en bon état et à l'achat des filets nécessaires, le ménage peut pratiquer l'ensemble des techniques de pêche dans les eaux proches du campement. Il peut en privilégier l'une ou l'autre en fonction de son savoir-faire. Ces deux activités familiales dégagent suffisamment de valeur ajoutée pour couvrir les besoins alimentaires du ménage, ainsi que l'habillement des fêtes et certaines dépenses sociales et de santé. Ceci favorise le développement d'activités extra agricoles au sein des sous unités puisque les revenus obtenus ne sont pas sans cesse retenus pour les besoins familiaux. Ainsi, le commerce de poissons, de riz, la broderie ou le commerce de table sera mené selon le capital familial. Le commerce de poissons sera développé progressivement selon les aléas rencontrés au sein de la sous unité et de l'unité familiale. En règle générale, les femmes parviennent à maintenir un fonds de roulement

suffisant puisque l'unité familiale assure une bonne partie des dépenses vitales et que d'autre part, sa clientèle commençant à être fidélisée, elle peut lui accorder des crédits court terme qui permettent de faire face à des fluctuations monétaires ponctuelles. L'exode individuel sera pratiqué si le ménage dispose d'une main d'œuvre suffisante et pas trop jeune, ainsi que d'un réseau social pouvant accueillir le migrant. Au sein de ce type, les ménages ne sont pas tous au même stade de croissance, de capitalisation et de développement de réseau: les ménages oscillent entre des périodes de capitalisation et de décapitalisation selon les aléas qu'ils rencontrent. Ainsi, certains se rapprochent du type 1 alors que d'autres évoluent vers le type 3 suite à la décapitalisation du capital financier ou/et d'une partie du matériel productif.

Pour faire face à des dépenses imprévues, ces ménages peuvent mobiliser leur capital financier et surtout peuvent compter sur leur réseau commercial développé pour continuer une activité génératrice de revenu, lequel sera remis au chef de ménage en cas de besoin. Ponctuellement, ils peuvent avoir recours à des emprunts mais qui sont généralement rapidement remboursés. Ces ménages sont majoritaires dans la clientèle de FIDES-Mali, avec les ménages de type 3. Durant la crise de 2002, ils ont «détourné» les produits de FIDES-Mali en ne remboursant pas les échéances et en utilisant les crédits pour de l'alimentation plutôt que pour des activités productives. Ce phénomène a été plus marqué chez les ménages de type 3 que nous allons présenter.

Les ménages de type 3: l'exode pour pallier le manque de capital financier et matériel

Ces ménages ne disposent pas de matériel productif suffisant pour baser leur système d'activité sur la production de riz et la pêche sédentaire. Ils peuvent avoir ou non un bœuf de trait (ce qui ne leur permet pas d'assurer l'autosuffisance en riz de la famille même en année normale) et une pirogue pour trois actifs masculins. C'est pourquoi ils ne peuvent pas pratiquer toutes les techniques de pêche, ce qui limite la valeur ajoutée dégagée. De plus, sans paire de bœufs, ils sont contraints de cultiver en retard de petites surfaces. En revanche, ils bénéficient d'une main d'œuvre disponible et d'un réseau social permettant l'exode: ainsi plus de 30 % des actifs partent tous les ans en exode. Lorsque les jeunes garçons ne sont pas encore mariés, ils partent seuls: les revenus servent à la fois aux besoins de la famille et à la préparation de son mariage. Lorsqu'il est marié, le jeune peut continuer de partir en exode avec sa femme et ses enfants: il le fait tous les ans ou seulement lorsque les années sont mauvaises. Lorsque les enfants grandissent, le déplacement est moins facile si bien que l'exode cesse ou se réduit à l'homme s'il est toujours nécessaire à la survie de la famille. Si la capitalisation a permis l'acquisition de matériel suffisant, il est fréquent que l'exode cesse jusqu'à ce que l'un des enfants soit en âge de partir (le ménage rejoint alors le type 2). C'est pourquoi, au sein de ce type, on trouve aussi bien des ménages où des familles partent en exode que des familles où seuls les jeunes hommes non mariés partent. En plus de l'exode, les membres du ménage essaient de développer des activités extra agricoles (fabrication de pirogues, broderie, commerce de table,...) en exploitant le savoir-faire hérité mais faute de moyens financiers ces activités ne se développent pas rapidement.

Compte tenu de leur faible équipement et de réseau commercial encore peu développé, le capital financier est limité et l'épargne est absente ou faible chez les ménages enquêtés. En cas de dépenses imprévues, ces ménages peuvent dans une certaine mesure réaffecter leurs revenus mais l'alimentation représente déjà plus de 60% des dépenses. De plus, le capital dont dispose ces ménages n'est pas très liquide puisqu'il s'agit de matériel productif: le décapitaliser entraînerait des perturbations sur le système de production et donc sur les revenus du ménage à long terme. Le détournement des produits de FIDES-Mali et l'endettement auprès de cette

institution et des commerçants, ainsi que l'exode sont les bouées de sauvetage de ces ménages dont l'équilibre est très fragile.

Les ménages de type 4: des activités agricoles et extra agricoles précaires à cause d'un manque de capital financier et matériel

Ces petites familles n'ont ni pirogue en bon état, ni bœuf de trait: ils sont obligés de les louer pour pratiquer la culture et la pêche ou de s'arranger avec des parents, ce qui nuit fortement à la rentabilité de leurs activités. Les activités familiales étant peu productives, les activités extra agricoles sont peu développées puisque les maigres bénéfices sont aussitôt absorbés par la consommation familiale: la mise en commun des revenus est une pratique habituelle de ces ménages.

La femme doit donc se contenter de petit artisanat destiné aux villageois, de petit commerce ne demandant pas un fonds de roulement important, d'achat à crédit de poissons et donc d'un réseau commercial restreint. Elle ne peut pas constituer d'épargne personnelle: tous ses revenus sont remis au chef de famille. L'exode est pratiqué si la main d'œuvre est disponible et si le ménage dispose d'un réseau social, ces deux critères étant malheureusement rarement réunis chez les ménages enquêtés.

Nous avons pu constater au cours des enquêtes que ces ménages avaient connu des années meilleures mais que des événements sociaux, ajoutés aux difficultés croissantes de l'environnement, avaient entraîné une décapitalisation progressive, qu'ils n'ont pas pu arrêter. Ainsi, trois ménages ont souffert d'une perte de statut social: l'une a divorcé, les deux autres sont des familles d'imam qui ont perdu leurs avantages sociaux. Lorsque l'on était imam il y a trente ans, on bénéficiait gratuitement du matériel et de la main d'œuvre du village mais lorsque l'imam meurt, sa famille ne reçoit plus ces privilèges et si au même moment le ratio est défavorable et qu'une sécheresse sévit, alors il est difficile de maintenir le même niveau économique. En cas de dépenses imprévues, ces ménages n'ont pas beaucoup de possibilité. Ils peuvent difficilement réaffecter les revenus vers les dépenses prioritaires car c'est une pratique quotidienne chez eux, de même que la mise en commun des revenus. De plus, ils n'ont pas de capital à mobiliser. Ils sont donc contraints de diminuer leur ration journalière et d'avoir recours à l'entraide et surtout à l'emprunt.

Ces ménages ont souvent déjà quitté l'association d'épargne et de crédit créée par FIDES-Mali car l'irrégularité de leurs revenus est peu compatible avec un remboursement hebdomadaire si bien qu'ils n'ont pas pu utiliser ces produits. En revanche, ils ont pu acheter des sacs de mil à prix subventionné mais en s'endettant. Ils ont procédé de la même manière avec les commerçants de céréales. Le remboursement de ces crédits est cependant conditionné par une saison de pêche favorable.

Une typologie des familles nucléaires pour affiner l'analyse

Nous venons de distinguer à travers ces quatre types de ménage, quatre degrés de vulnérabilité face aux risques mais cette analyse portait sur le ménage. Elle est pertinente lorsqu'on s'intéresse à un risque qui affecte l'ensemble du ménage, comme la sécheresse par exemple mais elle mérite d'être affinée lorsqu'on étudie des risques qui n'affectent qu'un seul membre d'une famille nucléaire, comme la maladie.

En effet, lorsqu'un membre d'une famille nucléaire est malade, tout particulièrement un enfant, c'est la mère qui doit faire face aux dépenses. Ce n'est que lorsque les dépenses un certain montant que le chef de ménage intervient. C'est pourquoi, une différenciation des familles

nucléaires est appropriée. Or au sein des familles nucléaires, la femme joue un rôle très important car c'est elle qui apporte souvent la majorité des revenus puisque l'homme est occupé par les travaux familiaux de champs et de pêche. Ainsi, pour différencier les familles nucléaires, nous avons choisi de distinguer les femmes de ces familles et plus précisément leur niveau de développement de leur commerce, mesurable par le nombre de clients et les destinations de vente. Le plus souvent, le niveau de commerce est lié à l'âge de la femme car ceci fait référence au fonctionnement social des ménages.

Lorsqu'une jeune mariée rejoint le ménage de son mari, elle doit effectuer les travaux ménagers durant les premières années. De ce fait, elle ne peut pas développer sa propre activité mais sa présence libère les autres femmes plus âgées du ménage qui peuvent mener leurs activités commerciales. Les femmes plus âgées ont donc bénéficiées de cette aide davantage que les femmes plus jeunes, ce qui explique le développement de leur commerce. Lorsque les femmes vieillissent, elles passent progressivement le relais à leurs filles.

De ce fait, une jeune femme sera beaucoup plus vulnérable qu'une femme plus âgée car elle ne disposera d'aucun capital financier ni réseau commercial pour faire face aux dépenses imprévues. De plus, une femme, située au même stade du cycle de vie et issue d'un ménage de type 4, sera plus vulnérable qu'une femme issue d'un ménage de type 3, 2 ou 1 puisqu'elle ne disposera pas des moyens financiers pour développer son activité.

Synthèse

Nous avons vu à travers les quatre types de ménages que les mécanismes traditionnels de gestion des risques n'étaient pas accessibles à tous les ménages, rendant les ménages de type 4 plus vulnérables que les ménages de type 1. De plus, sous l'effet notamment de l'assèchement du climat, de la pression démographique et de la pénétration des marchés, ces mécanismes s'érodent: la capitalisation est de plus en plus difficile du fait de la succession des mauvaises années; or c'est le niveau de capital qui permet la décapitalisation mais aussi l'acquisition de matériel plus performant ou encore la diversification des activités (développement de commerce). L'exode présente également ses limites car sa réussite dépend des conditions du lieu d'exode: les événements ivoiriens ont compromis cette destination principale, les villes ne pourront certainement pas accueillir une main d'œuvre sans cesse plus abondante et non qualifiée...Le recours aux réseaux social ou commercial est de moins en moins efficace surtout en cas de risque covariant car il nécessite la possession d'un capital pour les constituer et les entretenir.

Les produits de FIDES-Mali s'intègrent depuis 5 ans au sein de ces mécanismes, en complément ou parfois en concurrence. Mais eux aussi se sont avérés inefficaces à long terme pour aider les ménages à mieux gérer les risques. C'est pourquoi de nouveaux produits plus adaptés à la demande pourraient être proposés, tels que l'assurance et l'épargne.

Un système d'assurance sécheresse semble pertinent pour répondre à la demande des ménages car il permettrait de compenser des coûts disproportionnés par rapport au revenu des ménages en échange d'une cotisation; il garantirait également une certaine sécurité alimentaire des ménages, totale ou partielle; il permettrait de lisser les variations de revenus entre les bonnes et les mauvaises années en demandant le paiement des cotisations pendant les années normales.

Mais la conception du produit n'est pas simple car il faut trouver le critère de déclenchement de l'indemnisation qui doit être compris de tous et doit éviter les risques de fraude. De plus, la

mise en place d'un tel système d'assurance nous semble difficile compte tenu de la jeunesse de FIDES-Mali et du manque de compétences en interne sur ce domaine car le métier d'assureur n'est pas le même que celui de banquier.

En revanche, des produits d'épargne long terme avec des taux incitatifs pourrait être proposés car cette offre est actuellement inexistante pour les ménages ruraux. Ces produits permettraient de sécuriser l'épargne, de diversifier les formes de capitalisation des ménages et donc de répartir les risques. De plus, elle pourrait être utilisée pour gérer tous les types de risques.

En parallèle, pour garantir le remboursement des crédits, un produit d'assurance crédit pourrait être proposé sans que cela ne demande trop de réorganisation au sein du fonctionnement actuel de FIDES-Mali et cela permettrait une familiarisation au domaine de l'assurance.

Limites de l'étude: L'extrapolation des résultats aux autres campements bozos et aux autres ethnies Notre stage s'est effectivement concentré sur ce village mais l'étude étant destinée à aider FIDES-Mali à mieux comprendre sa clientèle pour mieux la servir, la question de l'extrapolation de nos résultats s'est posée. Tout d'abord, le village de Womina a été choisi par FIDES-Mali parce qu'elle le considérait comme représentatif des villages bozos avec lesquels elle travaille. De plus, les résultats obtenus au niveau de ce village ont été discutés avec l'équipe de FIDES-Mali afin de les valider et savoir les agents avaient observé les mêmes faits dans les autres campements de pêcheurs.

Cependant, l'extrapolation n'est pas envisageable pour les autres ethnies car elles mènent des systèmes d'activités différents et ont chacune un fonctionnement social particulier. De ce fait, une étude similaire, mettant en œuvre la même méthodologie, devra être réalisée au sein des autres ethnies pour connaître la vulnérabilité de ces dernières.

Pour Pole microfinancement

Léocadie Yverneau

Bibliographie

ADESIR SCHILLING, M., 1999. «L'herbe, le poisson et le riz». Transformation des paysages et dynamiques paysannes dans le Kotiya (Delta Central du Niger, Mali). Thèse de doctorat en géographie, Université Paris I, sous la direction de M-F. COUREL. Ouvrage consulté à l'IER, Mopti.

ALTER CHEN, M., DUNN, E., 1996. Household economic portfolios. AIMS. 54 pages. Banque mondiale au Mali, 2000. Le secteur Santé. [en ligne], <http://www.bmmali.org/parteneriat/sante.html> (page consultée le 20/01/2004)

BARLET, K., 2000 a. Dernières réflexions sur la microassurance. BIM n°69 mai 2000. 5 pages.

BARLET, K., 2000 b. Premiers bilans sur la microassurance. BIM n°91 novembre 2000. 4 pages.

BARLET, K., JUBRAN, J., POURSAT, Chr., date non mentionnée. Etude de cas microassurance/ FINCA Ouganda. BIM n°116. 4 pages.

BARRY, A., BARRY, S. 1999. Création d'un système de microfinance pour les populations pauvres dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Etude de pré faisabilité. Mémoire présenté pour l'obtention du Master VOPA, CNEARC.

BARRY, A., 2000. Association d'épargne et de crédit au Nord Mali (Région de Mopti). FIDES Mali. Disponible auprès de FIDES Mali et de FIDES Montpellier.

BROWN, W. et CHURCHILL, C.F., 1999. Providing insurance to low-income households:

Part I: a primer on insurance principles and products; Microentreprise Best Practices (MBP) Project, Development Alternatives, USAID. Bethesda, Maryland, USA. Disponible sur www.microfinancegateway.org/microinsurance (page consultée le 20/05/2003)

BROWN, W. et CHURCHILL, C.F., 2000. Insurance provision in low-income communities Part II Initial lessons from micro-insurance experiments for the poor. Microentreprise Best Practices Project, Development Alternatives, USAID. Bethesda, Maryland, USA. 151 pages. Disponible sur www.microfinancegateway.org/microinsurance (page consultée le 20/05/2003)

COHEN, M., SEBSTAD, J., 2003a. Reducing vulnerability : the demand for microinsurance. MicroSave Africa. 75 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org (page consultée le 5/01/2004)

COHEN, M., SEBSTAD, J., 2003b. How poor people manage risk. Microinsurance centre briefing, note 2. 3 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org. (page consultée le

5/01/2004)

COHEN, M., SEBSTAD, J., 2003c. Making microinsurance work for clients. Microinsurance centre briefing, note 3. 2 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org (page consultée le 5/01/2004).

COHEN, M., Mc CORD, M.J., 2003. Financial risk management tools for the poor. Microinsurance centre briefing, note 6.

2 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org. (page consultée le 5/01/2004)

COUILBAULT, F., ELIASHBERG, C., LATRASSE, M., 1999. Les grands principes de l'assurance, 4^{ème} édition. L'Argus Editions, Paris. 493 pages. ISBN: 2-28118-089-1. BU Droit, Montpellier, cote K9GRA.

CREUZOT, A-C, 1995. Réflexion sur la mise en place d'un système d'assurance contre les risques de l'élevage des exploitations albanaises. Mémoire de DEA «Economie du développement agricole, agro-alimentaire et rural», ENSAM et UMI, Montpellier. Structure d'accueil: CIRAD. 97 pages. Bibliothèque FIDES, cote MFEE004.

DAMMAN, S., 1997. Sécurité alimentaire et stratégies de maîtrise chez les pêcheurs du delta intérieur du fleuve Niger au Mali (Afrique de l'Ouest). Mémoire de maîtrise dans le cadre du Programme de Formation Supérieure en Nutrition (PFSN), section nutrition sociale et internationale, Université d'Oslo, 155 p.

DEL CONTE, A., 2000. Roundtable on Microinsurance services in the informal economy: the role of microfinance institutions, hosted by International Coalition on Women and Credit and Special Unit for Microfinance of UNCDF. Sous la direction de Kawas, C., Gitterman, M., et Krauss; A. 32 pages. Disponible sur : www.microfinancegateway.org/microinsurance (page consultée le 20/05/2003)

Direction Régionale du Commerce et de la Concurrence de Mopti, 2000 à 2002. Rapport d'activités 2000, 2001, 2002. Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

ESCULIER, C., 2000. Place de l'agriculture mélanésienne dans les systèmes d'activité, tribu de Ouélisse, province nord, Nouvelle Calédonie. Mémoire DAT/CNEARC. 150p. disponible à la bibliothèque du CNEARC, cote 4°14067.

EWALD, F., LORENZI, J-H., 1997. Encyclopédie de l'assurance. Economica, Paris. 1782 pages. ISBN: 2-7178-3543-1. BU Droit, Montpellier. Cote L10b ENC.

GALLAIS, J., 1967. Le Delta intérieur du Niger. Etude de géographie régionale. Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, n°78, Dakar (Sénégal), I.F.A.N., 2 tomes, 623 p.

GUEYE, A., YVERNEAU, L., 2003. Sécheresse 2002: stratégies des ménages et intervention de FIDES-Mali pour faire face à la crise. FIDES-Montpellier. 37 pages.

HESS, U., 2003. Innovative financial services for rural India, Monsoon indexed lending and insurance for smallholders. Agriculture and rural development (ARD) working paper 9. World Bank. 40 pages.

ILO (International Labour Office), 2001. Women organizing for social protection. The Self-Employed Women's Association's Integrated Insurance Scheme, India. Strategies and Tools against social Exclusion and Poverty Programme (STEP).

INTERCARTO, 2001. Carte du Delta du Niger. [en ligne] http://www.intercarto.com/html/tourisme/mali_delta.htm (page consultée le 7/02/2004).

JOUBE, Ph., 1992. Le diagnostic du milieu rural: de la région à la parcelle. Montpellier CNEARC/CIRAD. 39p.

LAMBERT, D-C., 1996. Economie des assurances. Armand Collin, Paris. 390 pages. ISBN: 2-200-21713-7. BU Droit, Montpellier, cote L10b LAM.

McCord, M.J., 2003. The lure of microinsurance : why MFIs should work with insurers. Note 1. 2 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org. (page consultée le 5/01/2004).

McCord, M.J., Osinde, S., 2002. CIDR (U), Community based health prepayment programme, Luweero, Uganda. Notes from a visit 24-25 june 2002. 23 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org (page consultée le 5/01/2004).

McCord, M.J., Osinde, S., 2003 a. . Reducing Vulnerability: The Supply of Health Microinsurance in East Africa. MicroSave-Africa

McCord, M.J., Osinde, S., 2003 b. Lessons from health care financing Programmes in East Africa. Microinsurance centre briefing, Note 5. 3 p. disponible sur le site www.microinsurancecenter.org (page consultée le 7/01/2004).

MAE, CIRAD, GRET, 2002. Memento de l'agronome. 1695 p. ISBN: 2 87614 522 7 ou 2 86844 129 7. Ministère de la Santé, des personnes âgées et de la solidarité du Mali, 1998. Plan décennal de développement sanitaire et social (PDDSS), 1998-2007.

N'GUYEN, G., 2000. Les assurances aux ménages ruraux pauvres. BIM n°90. 2 pages.

N'GUYEN, T-D-P, 1996. Une analyse néo-institutionnelle de la disparition des organisations traditionnelles d'assurance et de ses effets sur la sécurité alimentaire des populations agropastorales du Sahel. Communication présentée au séminaire de l'AUPELF-UREF «Développement et Transition vers l'Economie de Marché» à Hanoï, Vietnam. 28 pages. Bibliothèque CNEARC, cote 4°12658. POURSAT, Ch., 1999. Microassurance et présentation du programme MBP. BIM n°37. 4 pages.

POURSAT, Ch., LEROY, P., 2000. Microassurance: séminaires, bibliographie, présentation de «microentreprise innovation project (MIP)». BIM n°56. 3 pages.

QUENSIERE, J. (éd.), 1994. La pêche dans le Delta Central du Niger Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique. Paris, Editions ORSTOM/ KARTHALA/IER, 535 p.

ROBERT, P., 1996. Le Petit Robert, nouvelle édition. Texte remanié et amplifié sous la direction de Josette Rey-Debove et Alain Rey. ISBN 2 85036 506 8. Disponible au CNEARC, 8°8142.

SARRIS, A., 2002. The demand for commodity insurance by developing country agricultural producers : theory and an application to cocoa in Ghana. World Bank policy research working paper 2887. 51 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org

SEBAGENI, G., 2002. Assessing the demand of microinsurance in Uganda. Microsave Africa. 54 pages. Disponible sur le site www.microinsurancecenter.org (page consultée le 20/06/2003)

SEWA (Self Employed Women's Association), 2001. Towards securer lives SEWA's Social-Security Programme. Compiled and edited by MALA DAYAL. Published by RAVI DAYAL and MAHILA SEWA ANASOOYA TRUST (MSAT). ISBN 81 7530 042 6.

SKEES, J., GOBER, S., and Al. 2001. Developing rainfall-based index insurance in Morocco. World Bank Policy research working paper 2577. 39 pages.

SKEES, J., HAZELL, P., MIRANDA, M., 1999. New approaches to crop yield insurance in developing countries. EPTD Discussion paper n°55. International food policy research institute, environment and production technology division. 40 pages.

SKEES, J., non datée. Drawing from lessons learned on index insurance to consider financing famine relief efforts. Présentation powerpoint, 46 diapositives.

SLANGEN, A., 2002. Agricultural insurance in developing countries, a way forward. International conferencia "Agriculture insurance and revenue coverage" 13-14 may 2002, Madrid, Spain. 11 pages.

SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP), 1999 à 2003. Rapports mensuels de la commission de Mopti. Ministère de l'administration territoriales et des collectivités locales, Haut commissariat de la région de Mopti, Direction régionale du plan et de la statistique. Disponible auprès du SAP, Mopti.

SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP), 1994 à 1999. Tableaux de prix du mil. Ministère de l'administration territoriales et des collectivités locales, Haut commissariat de la région de Mopti, Direction régionale du plan et de la statistique. Disponible auprès du SAP, Mopti.

TCHAYANOV, A., 1900. L'organisation de l'économie paysanne. Librairie du regard, Paris. Traduit par Alexis Berelowitch. 348 pages. Disponible à la bibliothèque du CNEARC, cote 8°5808.